

Fermeture de classes en zones rurales

Article rédigé par *Claude Meunier-Berthelot*, le 07 mars 2018

Des classes vont fermer, voire des écoles entières et c'est le cas chaque année.

Où ? dans les zones rurales.

Raisons ? effectifs insuffisants.

Le ministre se fait pourtant fort de créer 3881 postes pour l'année prochaine, mais ne rêvons pas, ce n'est pas pour nos enfants : tous les moyens sont absorbés par les dédoublements en classes de réseaux d'éducation prioritaire (REP et REP+) pendant que les effectifs moyens des classes de nos enfants explosent et que les classes en zone rurale ferment.

Exemple de la Moselle

Pour exemple, en Moselle, à la prochaine rentrée scolaire, 88 fermetures de classes sont envisagées pour 20 ouvertures . Vingt professeurs supplémentaires ne suffisant pas à répondre à la demande, le gouvernement puise dans le stock des postes existants, à savoir ceux des milieux ruraux car non seulement ces postes supplémentaires sont tous destinés aux réseaux d'éducation prioritaire pour les dédoublements des classes de CP et de CE1, ce qui aboutit à réduire les élèves à 12 par classe, mais les fermetures de classes en zones rurales se renforcent quand l'effectif est pourtant supérieur, soit égal à 15.

Ainsi à Havange, petit village de Moselle de 450 habitants, la classe unique de la commune sera supprimée en septembre, faute d'un effectif « suffisant » : quinze enfants seulement sont prévus à la prochaine rentrée scolaire, et le gouvernement en exige 19 pour son maintien.

Le maire, furieux, déclare : « *en tant qu'élu, j'ai connu des périodes où les élèves étaient douze ou treize et jamais nous n'avons été inquiétés* ».

Seulement voilà ! les temps ont changé et ce qui compte ce sont les immigrés !

Interpellation de JM BLANQUER au Sénat

Le sénateur de Moselle Jean-Louis Masson a interpellé le ministre le 20 février à ce sujet lors de la séance de question au gouvernement :

« *Dans la ruralité, on exige dix-neuf élèves pour maintenir une classe unique à tous les cours, alors que dans les quartiers urbains dits sensibles, le gouvernement a fixé le seuil à douze élèves pour des classes à un seul cours.* » faisant remarquer que le gouvernement « *déshabille les zones rurales au profit des quartiers à problèmes.* »

Réponse du ministre

Par l'intermédiaire du porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, le ministre a retourné l'argumentaire contre le sénateur de façon aussi éhontée qu'ahurissante :

« *Il y a toujours eu un décalage entre le nombre d'élèves dans les classes urbaines et rurales. [...]* Depuis

des années, jamais un urbain n'aurait prétendu qu'il fallait contester cette réalité qui avantage, en nombre d'élèves par classe par rapport aux professeurs, le monde rural... ce serait considérer que parce qu'on est dans une classe rurale on aurait par nature des difficultés scolaires et un milieu social défavorisé ... » et, le bouquet final : « ... vous considérez que dix-neuf élèves par classe seraient une menace pour la qualité éducative(???), je pense que c'est injuste pour la qualité des enseignants. » (!!!) DN

Le cynisme poussé à son plus haut degré ! cette réponse ahurissante prouve à quel point le ministre manque de la moindre parcelle d'argument crédible, cherchant néanmoins à ridiculiser – sans succès bien évidemment ! – un sénateur qui défend le bien public, car tout le monde sait parfaitement qu'en milieu rural, les classes sont petites non pas par nécessité pédagogique - d'ailleurs il est bon de rappeler que l'enseignant doit gérer plusieurs niveaux à la fois contrairement aux REP - mais parce qu'il n'y a pas assez d'élèves pour établir de plus grandes classes.

La rhétorique de Christophe Castaner montre à quel point le ministre nous méprise et n'a que faire de l'avenir de nos enfants.

Rappel de l'intervention de JM BLANQUER sur RTL

Rappelons à cet égard, sa prestation au micro d'Yves Calvi sur RTL fin octobre 2017.

Un auditeur avait mis en évidence les écarts profonds entre la politique d'éducation dans les banlieues et celle de la France profonde quand ce Monsieur BLANQUER voudrait nous faire croire que la politique est la même pour tout le monde :

« Vous voulez créer - le Président de la république et vous-même - des classes de 12 élèves dans les zones dites « sensibles », j'aimerais savoir ce qu'on appelle « zones sensibles » car il y a en France, des endroits difficiles... comme les banlieues ou certaines villes... mais il y a aussi le milieu de la ruralité où on a des classes de 25-27 élèves et à qui l'on dit : ' vous n'êtes pas suffisants, il en faudrait 30, on va fermer vos classes' ».

Que comptez-vous faire concrètement ? »

C'est alors qu'Y.CALVI est tout de suite revenu à la rescousse du ministre en déformant honteusement les propos de l'auditeur : *« ça pose la question en fait, on pourrait dire, de la fraternité et de l'équilibre : on doit faire des efforts pour nos banlieues, c'est évident (?) tout le monde est d'accord là-dessus (?)*

Certes, non ! une école d'excellence pour les banlieues et une école-lieu de vie pour nos enfants ! pour nous, c'est non !

Y.CALVI poursuit ainsi : *« ... Mais si, dans le même temps, on ferme des classes en zone rurale, ça choque les français et j'ajouterai ... que ça favorise le vote du Front National (...) parce que je pense que c'était le sous-entendu de la question, même s'il n'était pas exprimé (...)... en tout cas, on peut l'aborder comme ça (...)*

Le problème pour Y.CALVI, ne fut pas celui évoqué de la ruralité et de l'équilibre de la scolarité pour nos enfants, mais que le Front National puisse être favorisé en dénonçant cette politique.

A noter que la parole n'a jamais été redonnée à cet auditeur !

Les mensonges de JM BLANQUER

En guise de réponse, JM.BLANQUER s'est surpassé en mensonges que nous pouvons vérifier : « Bien entendu, c'est une politique globale que nous avons ... »

Il faut avoir une longue habitude du mensonge pour oser faire cette réponse quand co-existent de façon aussi flagrante et éhontée une politique d'éducation prioritaire et une politique d'éducation pour nos enfants, avec des principes d'éducation totalement opposés et gravement discriminatoires pour nos enfants.

«... Ce que vous décrivez correspond au passé ... », c'est ce que nous venons de voir !

... Nous avons une politique très volontariste en milieu rural... », que nous venons de voir également !

Nous n'avons rien su de cette « politique très volontariste » mais JM BLANQUER a eu le culot de dire à l'auditeur : « il ne faut pas opposer une France à l'autre : il y a une politique générale à l'école primaire pour tous les enfants de France ».

Mêmes « ficelles » que celles utilisées pour le sénateur ! retourner la situation contre la personne met en évidence la réalité et cherche à préserver le bien commun.

Il ne faut pas manquer d'aplomb et JM BLANQUER n'en manque pas ! quand la refondation de l'école pour nos enfants se réduit à des activités de loisirs et d'endoctrinement alors que la refondation de l'éducation prioritaire est basée sur la transmission des savoirs et l'excellence des résultats.

JM.BLANQUER poursuit ainsi : « Notre mesure, nous l'avons appelée « 100% de réussite au CP ». En ce moment même, nous avons une mobilisation pédagogique pour que tous les enfants de France bénéficient de ça... ne croyez pas qu'on ne regarde qu'une partie du territoire, c'est tout le territoire qui est concerné par cette politique ».

Or, cette mesure « 100% de réussite au CP » est réservée aux R.E.P. et particulièrement aux REP+ où sont scolarisés les enfants de clandestins c'est-à-dire des enfants qui n'ont même pas la nationalité française: plus de maîtres et formés spécialement pour appliquer des méthodes pédagogiques efficaces.

Fidèle à son maître Voltaire qui disait : « *Mentez, mentez, il faut mentir comme le diable, non pas timidement, non pas pour un temps, mais hardiment et toujours....* », JM BLANQUER œuvre bien dans l'esprit des « lumières », ainsi qu'il l'a déclaré lui-même !

Voilà la réalité d'un ministre qui, pourtant, ne reçoit quasiment que des coups d'encensoir !